

Pierre Moscovici : Impressions turques

jeudi 5 novembre 2009, par [Pierre Moscovici](#)

Je reviens aujourd'hui sur le rapide - deux jours - et passionnant séjour que j'ai passé jeudi et vendredi dernier à Istanbul, invité par l'Institut du Bosphore, nouveau « think tank », créé à l'initiative de la Tusiad - le patronat turc, force la plus pro-européenne du pays - et destiné à améliorer les relations franco-turques.

Je n'étais pas revenu en Turquie depuis mon départ du gouvernement en 2002. Avant toute chose, j'ai été frappé par la transformation du pays - en tout cas de la région. Istanbul est une ville merveilleuse, rayonnante de beauté, elle est vraiment la Rome de l'Orient. Mais au delà de ce saisissement, que de transformations économiques, sociales, visibles à l'oeil nu et qui témoignent de l'entrée de la Turquie dans la modernité ! Pendant ces deux jours, j'ai participé à des échanges passionnants - avec notamment, pour la partie française, Michel Rocard, Alexandre Adler, Bernard Guetta, Gilles Finchelstein, Stéphane Fouks, Gilles Martin-Chauffier, Catherine Tasca, Gilles August, Thierry Mariani... - et rencontré les dirigeants des deux principaux partis turcs, le CHP - héritier lointain du parti d'Atatürk, quelque peu dévoyé dans le nationalisme - et l'AKP, mouvement islamiste modéré, au pouvoir. Les évolutions du pays sont complexes et contradictoires, aucune leçon définitive ne peut être tirée de la situation présente. Je retiens toutefois trois enseignements de mes échanges et contacts.

Il faut d'abord, j'en suis convaincu, maintenir le cap de l'adhésion de la Turquie à l'Europe. Evidemment, la Turquie n'est pas prête, elle doit conduire de nombreuses réformes. Certaines avancent - je pense aux progrès dans la place donnée à la langue kurde, à l'accueil des rapatriés du PKK, à la nouvelle politique régionale de la Turquie, tournée à la fois vers l'Eurasie et vers le Proche-Orient, qui accroît son rôle dans des zones stratégiques, ou encore à la normalisation progressive des relations avec l'Arménie, dont j'ai déjà parlé ici. Des sujets de préoccupation majeurs demeurent aussi : l'occupation militaire d'une partie de Chypre, les libertés, notamment de la presse, qui reculent, les menaces sur la laïcité et le risque de l'islamisation, la non-reconnaissance du génocide arménien de 1915. Mais nous avons tant d'intérêts communs, économiques bien sûr, la Turquie étant déjà la 16^e puissance économique du monde, mais aussi stratégiques : à cet égard, la nouvelle politique étrangère de l'AKP, qui rapproche le pays de tous ses voisins, renforce la nécessité de notre relation avec la Turquie, mais peut aussi l'éloigner de l'Europe. Je reste, comme je le suis depuis longtemps, partisan de traiter la Turquie de bonne foi, de respecter la parole donnée par l'Union. La thèse du « partenariat privilégié », des « liens spéciaux », chère à Nicolas Sarkozy, n'a pas de sens pour un pays qui appartient déjà à l'OCDE, au Conseil de l'Europe, à l'OTAN, à l'OSCE, dont les clubs jouent dans les compétitions de l'UEFA, qui est associé à l'Europe depuis 1964, qui possède avec elle un accord d'union douanière depuis 1996, qui est candidat à l'entrée depuis 1999... Il n'y a qu'une issue possible, si les négociations aboutissent - ce sera long : l'adhésion.

Pour y parvenir, il est toutefois nécessaire de développer nos relations bilatérales, et d'améliorer nos images respectives. Celle de la France est forcément dégradée en Turquie, où l'on voit dans les réticences de Nicolas Sarkozy... ce qu'elles sont, l'exploitation à des fins de politique intérieure d'une forme d'islamophobie. Montrons à nos amis turcs qu'il existe d'autres voix, et une autre voie que celle-ci. N'ignorons pas, néanmoins, les réticences réelles de l'opinion française : il faut mieux faire connaître en France la Turquie moderne, celle qui aspire à devenir pleinement européenne : des événements comme la saison de la Turquie en France peuvent y contribuer. Bref, de part et d'autre, engageons le dialogue, renforçons la présence économique, politique, culturelle, pour rapprocher les points de vue, lever les malentendus, « briser le cercle vicieux » comme le préconise la Commission indépendante sur la Turquie.

Dernier enseignement : nous devons, c'est le rôle d'un think-tank, c'est celui des politiques, réfléchir aux formes et aux rythmes de notre rapprochement. Plusieurs thèses, en effet, existent : celle du partenariat

privilegié, qui n'a guère de sens, celle d'une « décompression » - d'un report de l'adhésion à 2023, d'un dialogue à bas bruit - proposée par Michel Rocard, une vision plus offensive, craignant de perdre le « momentum », qui est plutôt la mienne. Les alternatives doivent, en vérité, être travaillées, sereinement, sérieusement. Le cœur de la démarche restera, pour moi, la perspective de l'adhésion. Mais celle-ci peut revêtir des formes différentes, des rythmes variables, en réponse à plusieurs questions. Que devons nous partager ? Des politiques communes ? Si oui, lesquelles ? Une stratégie extérieure ? Comment la définir, alors ? Les institutions ? Jusqu'où ? La charte et les textes fondamentaux ? En partie ou intégralement ? Tous ces débats sont légitimes, menons-les.

Les relations euro-turques sont à un tournant. Une longue attente, des déceptions mutuelles, des tendances négatives - la fermeture radicale de Nicolas Sarkozy, les ambiguïtés de l'AKP - ont créé une sorte de « fatigue de l'adhésion », un risque pour l'Europe - voire pour l'Occident - de « perdre la Turquie ». Ce serait une erreur historique. Pour moi, il n'y a pas de vie turque sans l'Europe, pas d'Europe puissante sans la Turquie. L'adhésion comme but ; l'amitié lucide comme méthode ; un travail partagé de réflexion, de conviction, d'échange, de communication : tel pourrait être le cahier des charges d'une relance de la relation franco-turque, à laquelle peut contribuer un think tank comme l'Institut du Bosphore.

PS : je mets aussi en ligne mon intervention sur la Turquie au CERI de Sciences Po

Sources

Source : Blog de Pierre Moscovici